

LA POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'UE, FACTEUR D'INSTABILITÉ AU SAHEL ?

Quel est l'impact des politiques de l'Union européenne pour gérer les flux migratoires dans les pays d'origine et de transit ? L'exemple d'Agadez au Niger, l'une des principales villes de transit des migrants d'Afrique de l'Ouest.

Le processus de Khartoum de novembre 2014, l'accord de La Valette (novembre 2015), le « deal » UE/Turquie signé en mars 2016 : autant d'exemples qui illustrent l'approche sécuritaire de la politique migratoire de l'Union européenne, axée sur l'« externalisation » de la gestion des migrants aux frontières extérieures de l'Europe. Ces accords se fondent sur l'idée que les pays de transit et même d'origine peuvent, pour le compte de l'UE, fermer leurs frontières aux migrants, les arrêter, les détenir dans des centres, et accepter les demandeurs d'asile déboutés. En contrepartie, les pays d'origine et de transit, qui deviennent ainsi des « partenaires » de l'UE, reçoivent des avantages financiers ou politiques, notamment de l'aide au développement, voire la libéralisation du régime des visas.

Ces politiques d'externalisation des frontières ont pourtant des conséquences importantes pour les villes du Sahel comme Gao au Mali, Agadez au Niger, Tamanrasset en Algérie, ou Sebha en Libye. Devenues des points de transit importants pour les flux migratoires mixtes trans-sahariens, elles sont de plus en plus la cible des responsables politiques de l'UE désireux d'enrayer la migration irrégulière. Or, depuis 2000, 100 000 migrants auraient transité au Niger chaque année avec un pic de 333 891 migrants pour la seule année 2016.

Migration liée à un éventail d'activités économiques légales

Jusqu'ici, le programme européen en matière de migration a largement ignoré les liens forgés entre la migration et les économies locales, et a eu des répercussions majeures sur la stabilité et le développement régionaux.

Le débat sur la migration assimile de façon erronée toutes les activités économiques liées à la migration irrégulière à la « traite des êtres humains ». Or, dans les faits, la migration irrégulière engendre tout un éventail d'activités économiques légales : des garçons en charge des



© Jérôme Tubiana

courses pour les migrants dans les villes de transit aux fournisseurs d'eau qui vendent aux migrants des jerricans de plusieurs litres à emporter avec eux dans le désert, en passant par les opérateurs de transferts de fonds qui permettent aux migrants de payer leurs trajets par tronçons. Ces activités économiques favorisent la croissance dans les secteurs secondaires et alimentent à leur tour la demande en biens et services. En outre, les convois à bord desquels les migrants traversent la frontière sur la route essentielle reliant le Niger et la Libye sont étroitement liés au commerce informel entre les deux pays. Les véhicules se dirigeant vers le nord reviendront ensuite chargés de biens et de marchandises qui sont ensuite vendus dans les pôles de transit.

L'industrie migratoire joue ainsi un rôle d'amortisseur économique pour les villes de transit et permet aux résidents de diversifier leurs revenus. À Agadez, une personne interrogée sur trois a reconnu tirer un revenu de l'industrie migratoire. Plus de 6 000 personnes ont un emploi directement lié aux migrants et, pour plus de la moitié des familles d'Agadez, les migrants sont une source de revenus indirects. Des revenus d'autant plus importants que nombre d'autres secteurs économiques de la région ont accusé un repli ces dernières décennies. Le tourisme a pâti de la menace représentée par les rébellions touarègues des années 1990 et 2000, et du passage d'Agadez en « zone

rouge » ; l'extraction de l'uranium a été frappée de plein fouet par la baisse mondiale du cours du minerai et le gouvernement a fermé des sites d'extraction aurifère. Enfin les revenus agricoles ne constituent plus une source fiable de revenus en raison des périodes de sécheresse récurrentes.

Et pourtant les politiques migratoires qui sont en train d'être mises en œuvre au Niger ne prennent pas en compte l'importance économique vitale de l'industrie migratoire. Plus de 282 chauffeurs ont été arrêtés et au moins 169 pick-up ont été confisqués. L'UE est censée financer le développement socio-économique à long terme par le biais notamment de projets agricoles. Mais rien n'a pour l'heure encore été mis en œuvre, laissant la population d'Agadez dans une situation encore plus précaire qu'avant la mise en œuvre des politiques migratoires. Deux tiers des personnes interrogées ont fait observer que la communauté d'Agadez ne bénéficie pas des mesures d'atténuation de la migration. La question est donc de savoir à quel point il est possible de porter atteinte à un secteur économique important sans mettre en place de véritables alternatives.

Fransje Molenaar, chercheuse à l'Unité de Recherche sur les Conflits de l'Institut Clingendael

POUR ALLER PLUS LOIN Vous pouvez retrouver les rapports du think tank néerlandais Clingendael sur www.clingendael.org/publication/feuille-de-route-pour-gestion-de-la-migration-durable-agadez